

L'Otan va s'appuyer sur les start-ups pour développer des technologies de rupture

LE RÉSUMÉ

Le programme Diana de l'OTAN, lancé en Belgique, vise à **utiliser les innovations des start-ups** pour renforcer la sécurité et la défense de l'OTAN.

La Belgique est fortement impliquée, avec des incubateurs technologiques et des centres de tests participant au programme.

Diana se concentrera sur des domaines tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'énergie et les biotechnologies. **La contribution belge s'élève à environ 4 millions d'euros par an.**

OLIVIER GOSSET

S'appuyer sur les innovations et technologies émergentes mises au point par les start-ups afin de renforcer l'avantage compétitif de l'Otan dans le domaine de la sécurité et de la défense, tout en diffusant ces technologies dans le secteur civil: tel est l'objectif ambitieux du programme

Diana conçu par l'Alliance atlantique, dont le coup d'envoi en Belgique a été donné ce lundi au Liege Science Park à Seraing.

Lancé au sommet de Bruxelles en 2021, le programme Diana vise à soutenir des chercheurs et entrepreneurs qui proviennent des quatre coins de l'Alliance pour les aider à développer des innovations perme ant

de garantir l'avance de l'Otan dans les technologies de défense. S'appuyant sur des accélérateurs et des centres d'essais, il réunit milieux universitaires, opérateurs économiques et pouvoirs publics au service de start-ups et de porteurs d'innovation appelés à résoudre des problèmes critiques de défense et de sécurité. Diana a été lancé en parallèle avec le fonds Otan pour l'innovation, premier fonds de capital-risque multi-souverain au monde, qui investira un milliard d'euros dans des start-ups me ant au point des technologies à même de répondre à des problématiques de défense et de sécurité.

Domaines vitaux

La Belgique, qui est engagée dans un effort de reconstruction de sa base technologique et industrielle de défense lancé par la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, ne pouvait qu'être a irée par ce e initiative. Elle a réussi à impliquer plusieurs de ses champions dans le programme. L'incubateur technologique WSL a ainsi été retenu, aux côtés de huit autres incubateurs et accélérateurs d'autres pays, pour épauler certaines de ces start-ups, devenant ainsi le pilier belge de Diana.

Cinq centres de tests belges – l'Institut von Karman, Flanders Make, IMEC, l'Institut flamand de biotechnologie et Trail/Cyberwall – ont par ailleurs été sélectionnés dans la liste de 90 centres qui seront utilisés par les membres de l'Alliance. Diana se concentrera sur toute une série de domaines reconnus comme vitaux,

comme l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'énergie, les systèmes de détection et même les biotechnologies, le covid ayant prouvé que les menaces bactériologiques avaient été sous-estimées. Des appels d'offres seront lancés régulièrement et les premiers lauréats vont être dévoilés prochainement.

«La sécurité et l'autonomie stratégique ne reposent pas uniquement sur la puissance militaire, mais également sur une base industrielle large et solide. Une base qui a la possibilité d'innover au plus haut niveau», a fait valoir Ludivine Dedonder, devant une série d'entrepreneurs et de startupeurs. «C'est ainsi que nous pourrions maintenir et développer notre avance technologique. Un développement rapide également, afin de pouvoir équiper plus rapidement notre armée des techniques et technologies les plus récentes et de mieux protéger à la fois notre armée et la population», a encore ajouté la ministre, en précisant que la contribution belge à Diana s'élevait à près de 58,1 millions dans les années à venir, soit près de 4 millions d'euros par an.

Cinq centres de tests belges – l'Institut von Karman, Flanders Make, IMEC, l'Institut flamand de biotechnologie et Trail/Cyberwall – ont par ailleurs été sélectionnés.